

De l'importance de l'ancrage institutionnel : l'exemple de l'I3N au Niger

L'Initiative les Nigériens nourrissent les Nigériens (I3N) se distingue par son caractère multisectoriel et son ancrage à haut-niveau. Les filets sociaux de sécurité alimentaire au Niger bénéficient de ces deux éléments grâce à une architecture stratégique et institutionnelle qui a permis complémentarité sectorielle et appropriation par le gouvernement.

L'Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens (I3N) a émergé dans un contexte marqué par une succession de crises alimentaires (2005, 2010, 2012), engendrant des interventions récurrentes d'assistance alimentaire à destination de millions de Nigériens ruraux. Son adoption en 2012 a coïncidé avec un tournant, au niveau international, dans la manière de concevoir la réponse à ces crises. La notion de résilience, mettant en évidence la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité par des actions structurantes, tout en répondant plus efficacement aux pics aigus d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, a contribué à faire évoluer les cadres conceptuels, les programmes et les pratiques. Transferts monétaires, mesures de prévention et de dépistage de la malnutrition aiguë et filets sociaux pluriannuels se sont multipliés (p. 12), le plus souvent selon une logique de "projets" juxtaposés sans vision d'ensemble. Les modalités, les montants, les durées, les groupes cibles ainsi que les mesures d'accompagnement étaient variables et peu coordonnés.

Un ancrage institutionnel des filets sociaux dans l'I3N

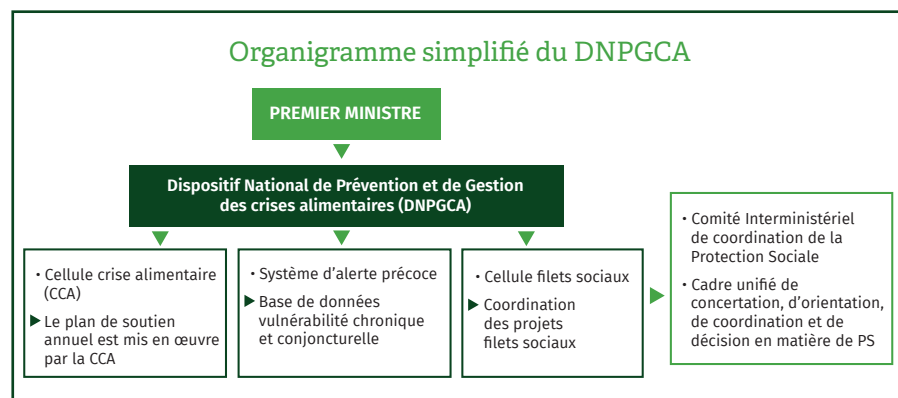
Sur la base des enseignements du premier Plan d'Action de l'I3N, le Plan d'Action 2016-2020 a amélioré la prise en compte de la prévention et gestion de l'insécurité alimentaire, de la résilience, et de la réduction de la vulnérabilité en milieu rural. Ces problématiques sont

couvertes par les Programmes Stratégiques 9 et 10 (PS9 et PS10) de l'I3N. Le premier vise la réduction de l'insécurité alimentaire chronique par des mécanismes durables de protection sociale, les filets sociaux étant ainsi reconnus comme un instrument de réduction de la vulnérabilité chronique à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux les plus pauvres. Le second concerne, quant à lui, la gestion de l'insécurité alimentaire conjoncturelle. Ces deux programmes, qui ont servi de base au cadrage stratégique des filets sociaux de sécurité alimentaire ont la même maîtrise d'ouvrage, le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA) directement rattaché au Premier Ministre. Une Cellule Filets Sociaux a été créée en son sein. Celle-ci assure la coordination des interventions basées sur les filets sociaux prévisibles et pluriannuels et est membre du Comité National de la Protection Sociale coordonné par le Ministère en charge de la Protection Sociale. La Cellule Filets Sociaux et le principal programme qu'elle coordonne (le Programme "Wadasta Talaka" financé par la Banque Mondiale) constitue finalement un trait d'union entre les secteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la protection sociale et de la prévention/gestion des crises. Cette architecture stratégique et institutionnelle - PS9 et PS10 sous maîtrise d'ouvrage de la DNP-GCA (cf. schéma), création d'une cellule Filets sociaux, arrimage à la politique nationale de protection sociale - a permis de renforcer la complémentarité avec les actions de réponse

à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle conjoncturelles, d'ancrer institutionnellement les filets sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de favoriser leur appropriation par le gouvernement. Les filets sociaux ont d'ailleurs été mobilisés dans la réponse à l'épidémie de Covid-19 et à ses impacts économiques au Niger.

Vers une approche systémique fondée sur les droits

En termes de structuration technique des filets sociaux, un cadre de référence des pratiques de filets sociaux pluriannuels à visée de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été élaboré, des outils d'analyse, de cartographie de la vulnérabilité chronique à l'ISAN et de caractérisation des ménages sont en développement et un Registre Social Unifié alimenté et utilisé par tous les acteurs (p. 31) est en cours d'opérationnalisation. Cependant il reste d'importants efforts à faire pour s'inscrire dans une démarche systémique, selon une approche fondée sur les droits, tout en assurant la soutenabilité financière du modèle. Les autres défis consistent en la mise en place d'une réelle approche programmatique permettant une véritable synergie entre les appuis directs aux ménages et les programmes sectoriels (accès au foncier et aux moyens de productions, à la formation, au crédit, aux services sociaux de base). Une telle approche passerait nécessairement par la création d'un fonds commun pour canaliser le financement des filets sociaux. ■



Paraiso Vincent Moussa



phazo222@yahoo.fr
Ingénieur Agro-économiste spécialisé en Economie et Sociologie Rurale, Chargé de programmes au Haut-Commissariat à l'Initiative 3N, Présidence de la République du Niger.